

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18307 - 71ÈME ANNÉE

L'analyse du Parti Communiste Réunionnais vérifiée par le résultat du second tour des élections régionales

« Une union sincère aurait pu gagner »

Ce lundi, le Parti Communiste Réunionnais a tenu une conférence de presse pour tirer les premiers enseignements des élections régionales et de la COP21. Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaires généraux du PCR, ont présenté une première analyse des résultats du scrutin des 6 et 13 novembre. La victoire de l'union face à Didier Robert était possible, mais la défaite de la liste conduite par Huguette Bello a confirmé que la députée n'était pas une rassembleuse. C'est la confirmation de l'analyse du PCR. Les nouveaux élus sont désormais au pied du mur pour traiter les questions qu'ils ont refusées d'aborder lors de la campagne électorale, souligne le PCR.



Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaires généraux du PCR.

Trois secrétaires généraux, Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Ary Yée Chong Tchi Kan, ont donné hier la position du PCR sur les élections régionales et 6 et 13 décembre, et sur la COP21 qui s'est conclue le 12 décembre par un accord. Le premier sujet abordé était les élections. Maurice Gironcel revient tout d'abord sur « un taux d'abstention

énorme avec 56 % de non votant au premier tour ». Elle a augmenté au second tour, « mais bien en deçà de 2004 et 2010 ».

« Près de 300 000 électeurs ne sont pas allés voter. Toute la classe politique est concernée par cette abstention », souligne le secrétaire général du PCR pour qui cela démontre que « le monde politique est coupé du peuple ». « Ce taux

d'abstention démontre aussi que le politique n'a pas de prise sur la situation sociale des plus démunis », précise-t-il, « le sentiment du peuple, c'est que le politique ne peut rien pour eux ». « La majorité ne s'est pas reconnue dans le monde politique, elle estime que ses problèmes ne sont pas pris en compte ». Maurice Gironcel rappelle tout d'abord, le problème du chômage, avec près de 180 000 demandeurs d'emploi. « À l'échelle de la France, cela ferait 10 millions de chômeurs. Les jeunes ont des diplômes, mais 60 % des moins de 25 ans sont au chômage ». Pour le PCR, ce sont des « données incontournables que personne ne peut contester ». « 42 % sous le seuil de pauvreté national. En France, cela ferait 30 millions de pauvres », poursuit le secrétaire général du PCR.

Grandes questions oubliées

115 000 personnes sont frappées par l'illettrisme. « Ce sont les demandes de logement, toutes les communes sont concernées ». Il cite aussi d'autres absents du débat des élections régionales. Dans les 6 ans qui viennent La Réunion

aura 900.000 habitants, 50.000 de plus. En 2021, 50 000 habitants de plus.

Concernant les résultats en France, « on parlait d'un grand chelem de la droite. Les attentats du 13 novembre ont-ils eu des répercussions sur le scrutin ? On donnait 2 à 3 régions au FN. Tant mieux, aucune région pour ce parti ». Autre enseignement, le PS n'aura aucun élu dans deux grandes régions, mais il s'en sort avec 5 régions. « Le coup dur, c'est de perdre l'Île-de-France ». En outre-mer, Serge Letchimy, un porte-drapeau du gouvernement, est battu par Alfred Marie-Jeanne, indépendantiste, qui gagne avec plus de 54 % des suffrages, 12.765 voix d'écart.

En Guadeloupe, Victorin Lurel, ancien ministre est lui aussi battu. 57,52 % contre 42,48 % à l'ancien ministre des Outre-mer. Il enregistre un retard de 23 000 voix d'écart.

En Guyane, Rodolphe Alexandre qui retrouve la présidence de la Guyane, il bat une liste soutenue par Christiane Taubira.

« Toujours pour l'union »

Sur la situation à La Réunion, Maurice Gironcel rappelle que « nous avons toujours été et sommes toujours pour l'union des forces de progrès dès le premier tour. Ceci malgré ce qui s'est passé en 2010, quand la Fédération socialiste dirigée alors par Annette avait refusé l'union. Ary Yée Chong Tchi Kan était au congrès de la Fédération du PS de La Réunion ». Ensuite, le PCR avait rencontré la Fédération socialiste à son siège de Saint-Denis. « À l'issue de cette rencontre, nous avons convenu de mettre en place un groupe de travail pour la mise en œuvre d'un programme partagé. 48 heures après cette décision, Gilbert Annette annonce que c'est Huguette Bello qui conduit la liste sans prendre contact avec nous ».

Ensuite, le PCR a pris la décision de faire le sacrifice de la tête de liste communiste en faisant l'union avec le Progrès suite à l'appel lancé par Patrick Lebreton à Sainte-Rose.

« Le conseil politique du 5 septembre a décidé de faire ensemble cette union d'une liste partagée avec le Progrès qui s'est élargie, avec un programme travaillé ensemble et en voyant les rendez-vous inéluctables que personne ne peut nier. Nous avons mis ensemble un Comité de Parrainage pour les 20 ans à venir ». Autrement dit, « notre démarche a toujours été celle de

l'union ».

PCR exclu

Le PCR était pour l'union au second tour, « d'autant plus que l'addition des voix des listes fusionnées nous donnait 33 000 voix d'avance, et cela devait nous faire gagner ». Pour la victoire, le PCR avait deux conditions : « avoir une tête de liste qui rassemble et un programme reprenant les problèmes de fond qui sont devant nous ». Maurice Gironcel cite le changement climatique, la loi sur l'égalité réelle avec le volet sur l'évolution du statut, la filière canne-sucre et ses 18 000 emplois, la défiscalisation, l'octroi de mer, les APE qui menacent notre production locale est terminée.

« Quelle que soit la liste, tous ces rendez-vous sont inévitables », ajoute Maurice Gironcel, « nous voulions échanger sur ces points ». Yvan Dejean précise : « on a le droit de dire ce que l'on pense. Rien n'empêchait Mme Bello d'appeler le PCR pour discuter a minima du programme, voire des candidats ». « Thierry Robert avait dit qu'il voulait être tête de liste, il n'a pas été exclu », ajoute Maurice Gironcel.

« Nous avons été exclus de la liste et de la discussion du programme », poursuit le secrétaire général du PCR. « Nous avons pris acte et face à cela, nous avons réuni notre Conseil politique le mercredi 9 novembre. Et nous avons fait un communiqué donnant notre position ».

« Huguette Bello a divisé »

Le PCR estime que les chances de victoire données à la fusion des listes ont été compromises par ces faits-là. D'où le décalage entre le potentiel espéré et le résultat final, la liste conduite par Huguette Bello a recueilli 47 % des suffrages alors que l'union des trois listes et de leurs alliés représentait la majorité.

« Nous pensons qu'une union sincère aurait pu gagner. Tout cela prouve que le PCR, dans son analyse, sa prise de décision lors du Conseil politique à l'unanimité, que Huguette Bello ne rassemble pas et a au contraire divisé. Elle a créé les conditions de sa défaite », ajoute Maurice Gironcel. Il pointe les résultats de Saint-Denis, avec un « désaveu total de la liste Bello, moins de 42 % », de Saint-Paul, « désaveu personnel de Huguette Bello. « Sur les 18.000 voix d'avance que Didier Ro-

bert a obtenu, les deux communes en expliquent 12 000 ». « Tous les colistiers de Bello doivent assumer leurs responsabilités », conclut-il sur ce chapitre.

« Pas de chèque en blanc » aux élus

Concernant les perspectives, « la majorité est au pied du mur. Quelle est sa position sur les grands problèmes ? Ils savent qu'ils doivent faire face aux décisions prises à Paris sur la COP21, cela posera inévitablement aux élus et à la majorité du Conseil régional, ils doivent prendre en compte les directives du Pacte de sécurité, des répercussions budgétaires. Ils savent tous les défis que nous avons à relever, comment feront-ils pour satisfaire toutes leurs promesses ? », souligne le PCR.

« Nous disons à cette majorité : pas de chèque en blanc. Nous avons dit aussi pas de chèque en blanc à l'autre liste ». Et de rappeler que « le président de la chambre d'agriculture a tiré la sonnette d'alarme sur l'avenir de la filière canne entre les deux tours. Pas de réponse des deux candidats ».

Pas d'union sans respect ni projet

« Huguette Bello et ses colistiers ne rassemblent pas. Les résultats de Saint-Denis et de Saint-Paul sont un désastre pour cette liste », indique Maurice Gironcel. L'exemple de Sainte-Suzanne est révélateur. La présence sur la liste conduite par Huguette Bello de Yolande Pausé, opposante municipale, explique notamment pourquoi le taux de participation de 46 % était bien en deçà de la moyenne.

Ary Yée Chong Tchi Kan souligne : « le problème, c'est comment on conçoit l'union. C'est l'union avec le respect de l'autre. Quand vous avez le respect, l'union se fonde sur le projet ». Et Maurice Gironcel de conclure, citant le titre d'une interview de Patrick Lebreton parue dans la presse. La tête de liste de Pour une Réunion nouvelle disait « la stratégie Bello-Annette est suicidaire », cela s'est vérifié.

M.M.

Édito

Comment Bello et Annette peuvent-ils expliquer les résultats de Saint-Paul et Saint-Denis ?

Annette et Bello se sont associés au premier tour, tout en excluant le PCR et le Progrès. Lebreton qualifiera cette union de « stratégie suicidaire ». La leçon n'a pas été retenue au deuxième tour. Si bien que la question que tout le monde se pose est : qui de Annette ou de Bello se sont opposé à la présence de candidats communistes sur la liste d'union du deuxième tour ? Ils étaient si sûrs de la victoire qu'ils ont considéré les communistes comme quantités négligeables. Mais, maintenant que les électrices et les électeurs ne leur ont pas donné une majorité, ils s'en prennent au PCR ! Or, chacun se souvient de l'appel lancé par Ary Yée Chong Tchi Kan au Congrès de la Fédération du PS en faveur de l'union dès le premier tour. Au final, c'est le parti qui prône l'union qui est sanctionné.

Les électrices et les électeurs n'ont pas eu la même réaction. Ils ne se sont pas reconnus dans cet attelage principal. Les renforts du deuxième tour n'ont pas permis de les sauver de la défaite prévisible. Pour peu qu'on fasse un petit effort, la lecture des résultats est très instructive.

À Saint-Denis et à Saint-Paul, le potentiel de voix de la coalition, obtenu au premier tour, est supérieur à celui de Didier Robert. Au deuxième tour, les forces coalisées régressent. Didier Robert obtient sur Saint-Denis, 28817 voix (58,47 %) et Bello 20466 voix (41,53 %). Le déficit pour Bello est de 8351 voix sur son concurrent. Pour Saint-Paul, Didier Robert (23610 voix) devance Bello dans son fief (18413), soit 5197

suffrages.

Ainsi, les 2 têtes de liste sont responsables dans leur fief respectif d'un déficit record de 13548 suffrages. À comparer avec l'avance de Didier Robert sur Bello (17696 suffrages). Comment la tête de liste et son directeur de campagne peuvent-ils expliquer ce manque ?

Enfin, il faut noter l'effondrement spectaculaire de Bello à Sainte-Marie, le fief de Christian Annette, colistier et chef du programme. C'est là que Didier Robert obtient son meilleur pourcentage, quasiment 65 %, provoquant une différence de résultat de 3818 voix. Au total, le déficit de voix dans ces 3 communes (17366) couvre à elle seule l'avance de Didier Robert (17696).

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Le PCR et la COP21

L'Accord de Paris lance la bataille de l'égalité dans le monde

Le PCR s'est félicité hier de l'accord obtenu par les 195 États participants à la COP21. Pour les communistes réunionnais, c'est « une remise en cause totale des rapports entre les humains. Le cadre, c'est l'égalité universelle ».



Réactions de délégués de la COP21 à la suite de l'adoption de l'Accord de Paris.

Sur la COP21, Ary Yée Chong Tchi Kan explique que désormais, « un cadre est fixé, il appartient à chaque lieu de décision de s'engouffrer dans ce cadre et essayer de mettre en place un calendrier contraignant ».

La question principale est celle des moyens de l'adaptation, indique le PCR. C'est pourquoi il est prévu un fonds d'aide alimenté par les pays riches pour aider les régions les plus vulnérables.

« Nous devons nous adresser aux

Réunionnais pour examiner les conditions d'un projet à La Réunion et celle du financement », poursuit-il, « nous appelons les forces politiques à solliciter le gouvernement à engager une étude pour tirer toutes les leçons de l'Accord de Paris ».

Car pour le PCR, ce qui est avancé, est « une remise en cause totale des rapports entre les humains. Le cadre, c'est l'égalité universelle. Le PCR s'est battu pour l'égalité à l'intérieur de la République, ce qui est posé est l'égalité dans le monde ».

Conclusion : « c'est une ère nouvelle qui s'ouvre, la civilisation est remise en cause. Nous allons prendre notre part et formuler nos propositions pour cette étude que nous appelons de nos vœux ».

Au terme de la conférence de presse, le PCR a fait connaître une déclaration dont le contenu est reproduit ci-contre.

*Communiqué de presse*

Après l'Accord de Paris, une nouvelle voie est ouverte. Personne n'échappera à ses responsabilités.

La Conférence de Paris sur les conséquences du changement climatique s'est conclue sur un Accord entre tous les participants représentant le monde entier. Le texte pose la responsabilité de tous les Humains et fixe les contraintes pour chacun. L'objectif est de créer les conditions pour que l'augmentation de la température ne dépasse pas 1,5 degré, par rapport à la période pre-industrielle. Les pays riches devront contribuer à un fonds d'aide aux plus démunis. Il appartient maintenant aux Parlements des Etats à ratifier le texte qui sera définitivement signé en avril 2016.

C'est une victoire sans précédent de l'humanité qui, dans sa sagesse, remet en cause la barbarie des systèmes politiques qui détruisent la planète et provoquent la fin de la vie.

195 Etats ont réussi à dépasser leurs intérêts particuliers pour se concentrer sur l'essentiel : **préserver l'avenir**. Pour que des pays aussi différents que les États-Unis, les Seychelles, la Chine, l'Inde ou les Maldives arrivent à s'entendre, c'était la seule méthode.

Il faut saluer l'esprit de responsabilité qui a imprégné les délégations du monde pour que les générations futures puissent avoir la possibilité de vivre un avenir meilleur, dans un monde libéré des énergies fossiles, avec comme mot d'ordre l'Egalité entre les êtres humains et la solidarité envers les plus vulnérables. Désormais, le cadre est posé. Il appartient à toutes les femmes et les hommes de la planète de veiller à ce que des moyens soient dégagés pour la mise en oeuvre des préconisations de la COP 21.

Le Parti Communiste Réunionnais se félicite de cet accord universel et souligne le travail précurseur exceptionnel accompli par Paul Vergès, pour hisser La Réunion et les Réunionnais à la hauteur de ces enjeux collectifs planétaires. Le PCR invite la population à s'emparer de ce résultat pour faire progresser les changements nécessaires. La responsabilité qui repose sur les décideurs dans notre île est écrasante. Ceux-ci auront l'obligation d'appliquer les orientations définies dans l'Accord de Paris, et donc de protéger la population des effets de la montée du niveau de la mer.

L'Accord de Paris ouvre la voie d'un nouvel espoir. Le PCR souhaite que cet espoir ne soit pas déçu, et il continuera le combat pour que le peuple Réunionnais puisse avoir droit à un développement durable et solidaire, dans l'esprit de l'Accord de Paris.

Fait au Port, ce dimanche 13 décembre 2015

Le Bureau de presse

Un des fondateurs du PCR invité dans l'émission *Devant La Réunion*

Paul Vergès : « Ce que nous avons imaginé en 1959 devient encore plus nécessaire »

Paul Vergès, un des fondateurs du Parti Communiste Réunionnais, était hier invité de *Devant La Réunion*, émission politique hebdomadaire de Réunion Première Radio. Le sénateur et président de l'Observatoire national sur les effets du changement climatique (ONERC) était interrogé sur les résultats des élections régionales, le prochain débat sur le changement de statut de La Réunion et l'Accord de Paris obtenu lors de la COP21.

Le résultat des élections régionales, avec l'absence du PCR dans le Conseil régional

Ce n'est pas un échec pour Paul Vergès. Il rappelle que pour le deuxième tour, des négociations ont eu lieu entre trois listes. « Nous avons été exclus des négociations et de la discussion sur les programmes. Ce n'est pas pour m'étonner, et c'est pour cela que nous n'aurons aucun élu ».

« Après le premier tour, nous avons fait un calcul simple. Face à Didier Robert, si les trois listes s'alliaient, nous avions 33 000 voix d'avance car Jean-Hugues Ratenon s'était rallié ».

« Nous avons dit que pour le succès de cette liste, la tête devait être quelqu'un qui rassemble et unisse et n'ait pas la réputation de diviser. Nous avons vérifié que nous avons raison. 33 000 voix d'avance ce sont transformées en défaite au 2e tour ».

« Les électeurs n'ont pas vu avec plaisir que nous étions exclus comme candidat et du programme. C'est nous qui avons raison ».

Paul Vergès n'a pas de regret, « nous avons eu une position de principe et nous devons nous y tenir ».

Au sujet du conflit entre Huguette Bello et le PCR

Paul Vergès rappelle le débat à l'époque d'une élection législative sur une candidature de Huguette Bello.

« Nous lui avons demandé d'aller sur une circonscription voisine où elle avait toutes les chances de gagner. Elle s'est maintenue et a multiplié les actes d'hostilité. Elle a fait voter contre nous aux sénatoriales. Aux européennes et régionales c'était la même chose. Un certain nombre d'actes de sa part ont créé cette scission. Elle nous a déclaré la guerre, nous avons pris acte et constaté qu'elle était plus marquée par l'esprit de division. »

Les enjeux du mandat des conseillers régionaux

« Dans ce mouvement politique mondial, les choses vont très vite. Nous avons des rendez-vous inévitables dans les 6 ans de mandat ».

La COP21 dit de tenir compte de l'importance des conséquences du changement climatique.

Le président de la République va déposer 2 projets : changement de statut des DOM, loi sur les inégalités.

Dans 18 mois, c'est la menace d'une crise de la canne-sucré qui va toucher 18 000 emplois, et concerner plus de 100 000 personnes.

C'est aussi la suppression programmée de l'octroi de mer, qui constitue jusqu'à 40 % budget des petites communes.

Aussi et surtout, c'est la signature des APE entre Union européenne et les groupes d'Etats d'Afrique. On abolit les taxes, on organise la libre concurrence. Que ferons-nous après cette signature ?

Aucune de ces questions n'est inscrite dans le programme de Bello avant le premier tour, et après. Une condition était qu'elle prenne position sur ces problèmes ».

L'alliance avec Patrick Lebreton

« On a misé sur l'avenir et pas suffisamment expliqué. L'avenir, c'est l'accord pour tous les rendez-vous politiques électoraux pour les 20 ans à venir. Nous avons fait ce pari sur 20 ans, sur la base de la convergence des buts d'avenir de l'un et l'autre. Il fallait expliquer, le temps n'a pas été suffisant pour mobiliser des deux côtés.

Le sort du Progrès dépend des membres du Progrès. Il y a une évidence : une fédération socialiste et deux listes aux régionales. Nous prenons acte des divergences d'orientation politique de fond entre les deux, nous verrons comment l'avenir va trancher.

Avant le premier tour, nous avons eu une rencontre entre PCR et Annette. Les déclarations d'Annette



Paul Vergès lors du grand meeting de Pour une Réunion nouvelle à Saint-Joseph.

étaient encourageantes. Le lendemain on a vu dans la presse qu'il faisait une liste avec Bello. C'était une fin de non-recevoir. »

L'avenir du PCR

« La fin du PCR, c'est ce dont rêve beaucoup de ses adversaires ». Paul Vergès rappelle que dans un grand meeting de Michel Debré à Saint-Louis, des échauffourées avaient eu lieu dans la foule. Michel Debré a alors dit : « le PCR est mort ce soir ». Cela n'a fait que renforcer le PCR.

« Le PCR composé de gens de différentes couches sociales qui s'unissent sur un programme d'avenir. Dans la crise actuelle, cela crée une atmosphère différente qui met à l'épreuve les militants et les cadres. Il y a ceux qui tiennent et ceux qui se laissent appeler par des objectifs personnels. C'est la vie de tous les partis ».

La prise de position de Fabrice Hoarau

« Les conflits naissent toujours au sein des partis. Ce qui est impardonnable est qu'il ait fait état de sa responsabilité au PCR, alors qu'il a participé à des rencontres du PCR où l'analyse avait été discutée. Il a

violé les principes du parti et a fait publiquement son choix d'aller vers Huguette Bello.

Il a été obnubilé par le raisonnement mathématique qui voyait Huguette Bello élue, il ne pensait pas que notre analyse était juste ».

Le rôle de Paul Vergès dans le PCR

Je n'ai pas de responsabilité particulière au sein du PCR, je laisse aux jeunes à la direction du PCR prendre leurs responsabilités, pour devenir des dirigeants écoutés du monde politique et dévoués à leurs militants.

Que changer dans le PCR pour qu'il ne meure pas ?

Paul Vergès revient sur « les thèmes sur lesquels nous nous sommes battus depuis 1959, notamment culturels. Les 13 camarades expulsés Ordonnance Debré, ma comparution devant Cour de sûreté de l'État. On parle plus souvent créole que français à la radio. Le maloya était condamné par les autorités, aujourd'hui on l'entend partout. Nos thèmes ont été intégrés par les autres, nous devons faire un pas en avant ».

« Nous n'allons pas renoncer. Nous devons tenir compte des changements qui s'opèrent à La Réunion

et dans le monde et faire que le Parti soit toujours là pour mener la bataille ».

Sur une refondation à gauche

« Il faut arriver à un vaste front avec un programme minimum. Les idées que nous avançons doivent faire l'objet de débat pour arriver à un vaste front. On est au moment de la rupture. La loi 19 mars 1946 a fait son temps. Nous avons l'espoir que le projet prévu de nouveau statut et d'un programme pour bannir les inégalités montre que le plus haut sommet de l'État a pris conscience de la nécessité de ce changement ».

Consensus sur l'évolution du statut ?

Le préalable est de « tenir compte du niveau de culture politique du monde politique très en retard ». Paul Vergès rappelle qu'il a été poursuivi devant la Cour de sûreté « pour avoir demandé un changement de statut dans le respect de l'intégration ».

« À la tête d'un regroupement pour la continuité de la politique gaulliste, il y avait Pierre Lefranc. Nous avons fait la guerre ensemble. Je l'ai rencontré avant la comparution devant la Cour de sûreté de l'État. J'ai dit la position sur le changement de statut dans l'intégration. Je pense que l'auteur de la Constitution me donne raison.

Le président de la République, dans l'évolution du conflit algérien, avait rendu les 4 départements algériens autonomes.

La réponse est venue 15 jours après : « oui tu as raison » ».

Et sur l'autonomie ?

Paul Vergès constate que le mot autonomie est de plus en plus repris par les autres partis politiques.

« Ce que nous avons imaginé en 59 devient encore plus nécessaire, car la situation a totalement changé. La Réunion faisait partie des 4 Vieilles colonies. Nous avons été marqués par une tradition d'intégration concrétisée par la loi du 19 mars. Mais l'évolution de La Réunion, de son environnement, de la France et de l'Europe obligent à évoluer ».

« Nous devons avoir un certain nombre de règles qui donne beaucoup plus de responsabilités dans les domaines économique, social et culturel, mais qui ne coupe pas ce lien ».

« La politique de l'intégration s'est étendue à l'Europe. Dans notre région se pose un problème d'intégration économique ».

Paul Vergès souligne que de l'Afrique du Sud au Nord du continent, un groupe de 28 États représentant 628 millions d'habitants s'est constitué. Il comprend notamment Madagascar et les îles voisines. Il est possible pour l'Europe de faire des accords avec ce groupe qui ne soient pas attaqués par l'OMC. La signa-

ture est proche.

« Comment faire si nous restons avec un statut de département français et nous demander d'intégrer ce bloc ? ». D'où l'importance d' « un statut qui protège nos acquis et reconnaisse nos spécificités mais qui permettent de nous intégrer ».

Sur le projet de loi relatif à l'égalité réelle

« Si le président de la République déclare qu'il fera voter ce nouveau statut et l'égalité réelle, il reconnaît l'absence d'égalité depuis 70 ans. Nous ne refusons pas l'intégration régionale, mais que l'on nous donne les moyens d'évoluer. Afrique du Sud est un pays émergent. Dans 20 ans que deviendra le Mozambique ? À Maputo, de jeunes Portugais viennent y chercher du travail. Il faut tenir compte de l'évolution du monde. Il est possible d'atteindre cet objectif à condition d'avoir un moratoire sur nos droits sociaux et économiques pendant des dizaines d'années ».

La COP21 et l'accord historique

Paul Vergès est globalement satisfait, cet accord est « la marque d'une évolution dans le monde actuel ».

« Première conclusion : le réchauffement climatique est un phénomène fondamental et la quasi-unanimité est là pour dire que c'est le fait de l'homme. Si on ne le corrige pas, c'est la catastrophe pour l'existence même des espèces. Avoir réuni 195 pays de la Chine aux îles, c'est la prise de conscience de l'ensemble de l'humanité ».

« Cette unanimité ne doit pas créer d'illusion. Si on bannit les carburants fossiles, que deviennent les États pétroliers ? Le fait qu'ils aient signé cet accord montre qu'ils sont d'accord sur la perspective ».

L'impact de l'Accord de Paris à La Réunion

À La Réunion, cet accord peut réveiller le monde politique. Car nous faisons ici le contraire de ce qui est prévu dans l'accord de Paris. On augmente les énergies fossiles. Il n'est plus question de l'autonomie énergétique de La Réunion, on bannit le tram-train électrique, on a introduit 22 400 voitures neuves cette année. Cela fait 100 000 voitures sur un mandat. Je viens de mettre une heure pour faire 25 kilomètres ».

« Ce mode de développement s'accompagne d'un autre phénomène : la transition démographique. Elle touche aujourd'hui l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

L'Europe perdra 70 millions d'habitants d'ici 2050, l'Afrique passera de 1,2 à 2 milliards.

En 2050, la Terre aura 2,5 milliards d'habitants de plus qu'aujourd'hui. En 1950, il y avait 2,5 milliards d'habitants sur toute la planète. En des milliers de milliers



La tribune de la COP21 lors de l'adoption de l'Accord de Paris le 12 décembre dernier. La politique menée à La Réunion est à l'opposé de ce que viennent de décider unanimement 195 pays.

de millénaire, l'espèce humaine avait accumulé pour atteindre 2,5 milliards d'individus, nous sommes aujourd'hui à 7 milliards, et nous aurons 2,5 milliards de plus en 2050. C'est un phénomène unique dans l'histoire de l'humanité ».

« À La Réunion, il faut s'informer tous les jours. J'ai peur d'être le seul d'avoir lu le document de la COP de Paris. C'était le moment d'en parler à la population pendant la campagne électorale, mais pas un mot de ces hommes politiques. Ils sont volontairement ignorants. »

« Ceux qui se croient au pouvoir aujourd'hui, alors qu'ils ne représentent que le quart du corps électoral devront faire face au changement climatique, à l'évolution du statut, à la crise de la canne à sucre, la défiscalisation, l'octroi de mer, les APE, dans les 6 ans qui viennent. »

Au sujet de Didier Robert

« Il accumule tout ce qu'il ne faut pas faire : 22 400 voitures de plus en un an, plus de 100 000 en un mandat. Il fait la route littorale en mer alors que la conférence de Paris dit de faire attention à la montée du niveau de l'océan et des cyclones.

Que deviendront les aéroports de Gillot et Pierrefonds, les logements au bord de mer ? Il y aura des sécheresses, aucun mot dans son programme ».

Sur Thierry Robert

« Il est récemment entré dans le monde politique réunionnais. Il est au centre et M. Juppé qui va venir ces jours-ci, a comme représentant officiel à La Réunion Thierry Robert.

Quand Huguette Bello dit qu'elle est la candidate de gauche, je ne savais pas que M. Juppé était passé à gauche ».

Conclusion

« Sortez du pillage de l'environnement, des carburants fossiles. Tout ce qui est à la base du développement occidental sont des matières premières épuisables.

Nous terminons la période du néolithique. Nous sommes au début d'une ère nouvelle où l'humanité devra inventer une nouvelle civilisation, dans l'égalité entre les hommes et les peuples. Elle n'est qu'au début de ses balbutiements, je suis heureux de le voir et de le prévoir ».

Ot é

Poukoué domoun i vot an kasinki !

Zéléksyon la finn pasé dopi dé zour, boudikont an moun résponsab, kosa ni dwa rotonir konm loson tousuit ? mandoné, néna touzour in loson pou sak i vé konprann. Tir loson sirtou pou pa arkomans minm lérèr domin. Déza, sak lé plito sir, sék domoun la pa bouskil lin a lot dovan biro d'vot, domoun té plito klèr-klèr, 50 pour san participasyon i prétan. Final de kont, kisa la gagné ? Kisa la pérd ?

A lèr ki lé, sanm pou mwin mi krwa, nout divizyon a gosh la fé gingn la drwat. Zot va di, sak lé fé-lé fé mé pli souvan kan lé ini pou d'bon, ni koné lé pa sir gagné, mé kan lé divizé ni koné lé sir pérd. Lé vré pou vréman i fé pa la politik èk la si. Si lavé in linion rant-rant dopi lontan ? Si in ot moun té i kondui la liss ? Si inn dé té pa séktèr, si lavé in program ansanm ? si lavé in bon prozé pou la rout, pétèt nora été otroman.

Dikou, inn ti pé d'moun la parti voté pou vréman, isi konm laba déor. An plis, inn dé i di osi konmsa domoun i vé pi voté par rapor la politik lo gouvernman i aminn. Dopi 2012 na pwin aryin, rézilta, oki bourik pou travayèr. Terla la anons in bon nouvèl, tanto néna in goumantasyon lo smig de 0,6 pour san. Aprésa étonn a nou ké domoun i sar pi voté ou sinonsa i vot an kasinki.

Justin

« Si ou i vé sote loin, pran l'élan. » - In kozman pou la rout

Sa i vé dir tout shoz ou i fé i fo ou i fé lo préparasyon. Par ébzant, i fo ou i fé tourn lé shoz dann out tête, ou i fé konm in répétisyon. Sansa ou i ariv ar pa fé sak ou i fé. Moin, sé konmsa ké mi oi lé shoz : ou i fé pa rien san préparé... Sof si sa i ariv aou par sirpriz. La prèv kan bann ésportif i vé sote loin-sa i apèl so an longèr !- pou komansé i fo l'antrènman, apré i fo ou i répète lo bann foulé dann out tèt, ziska lo tranplin ! Ou i domann demoun pou bate la min épi solman apré ou i lans aou é ou na dé shans trap in bon rézilta... Mi pans zot la konprann amoin ? Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Sé solman konmsa ké zot va oir rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor, rantre nou.